

V. Les Amitiés Internationales 59000

Charles Braibant, le frère cadet de Marcel, devenu archiviste et paléographe, diplômé de la prestigieuse École des chartes, s'était imaginé une vie d'archéologue. Démobilisé tardivement, il accepte, non sans hésitations, un poste au ministère de la Marine créé par décret en 1919 afin " d'organiser la haute culture navale par une méthode rationnelle ". Le ministre Georges Leygues le nomme immédiatement chef du Service en réorganisation des Archives et des Bibliothèques de la Marine de Paris et des ports, avec pour tâche l'organisation de ce nouveau service. En 1922 le capitaine de frégate Paul Chack (1876-1945) entre au ministère de la Marine comme directeur de la Revue maritime. Il est nommé chef du Service historique un ans plus tard et devient ainsi le supérieur hiérarchique de Braibant qui écrira de lui: « *Il ne fut nullement pour moi un chef désagréable ni hostile* ». ¹ De 1923 à 1935, année de la retraite de Chack, « *il ne se passait pas de journée sans que nous eussions ensemble un entretien d'au moins quelques instants.* »

En octobre 1922, six mois après la mort de son père, Charles Braibant épouse Evelyn (Eveline, Evelina) Curiel. Les témoins sont Maurice Aghion et Emile Haas² pour la mariée, son frère Marcel et l'amiral Louis Jaurès, le frère de Jean Jaurès, pour le marié.

Léonie, Linda, Evelyn et Daniel Curiel avaient un ancêtre italien, tailleur, qui était venu au Caire dans le sillon de l'armée de Bonaparte. Leur père Nissim Curiel, usurier, toujours en Égypte, avait atteint un niveau de richesse qui permettait à la famille de vivre entre la France et le Caire et aux enfants de profiter de l'école française. Daniel, le fils, banquier, aveugle depuis l'âge de trois ans, fait fortune. Il épouse Zéfira Béhar ; leurs deux fils Raoul (1913-2000) et Henri (1914-1978) grandissent dans une ambiance luxuriante. Leur père fait construire une des somptueuses maisons de Zamalek, que ses fils (du temps de Nasser et exilés par Farouk et par Nasser) offriront à l'Algérie indépendante ; c'est aujourd'hui l'ambassade. Linda épouse Maurice Aghion (1879-1935), le témoin au mariage de Charles, grand commerçant du Caire, qu'on appelle "le roi du coton" ("King Cotton"). Léonie devient Madame Weil : elle et ses enfants Raymond (1908-1932), André (1910-1988) et Odette (1915 – 1951) habitent Paris, dans le 16^e arrondissement.

En 1930, à l'occasion d'une journée du "tourisme d'aviation" à Herpy (voir le chapitre avant celui-ci), le journal parle du maire et de ses trois enfants. En fait, les enfants sont ses beaux-fils et sa belle-fille, les enfants de Léonie Curiel-Weil ; en 1923, peu après le mariage de sa sœur, Léonie Curiel (1888-1960), divorcée Weil, a épousé Marcel Braibant, le frère aîné du mari de sa sœur cadette.

Très vite après la fin de la Grande Guerre - de fortes aversions persistent, voire augmentent des deux côtés avec le traité de Versailles - des tentatives privées de rapprochement entre Français et Allemands furent lancées. En 1921, le député Marc Sangnier (1873-1950), journaliste, président de l'association La Jeune-République, petit groupement du catholicisme social et républicain,

1 Charles Braibant « L'amant de la paix » Manuscrit 1965-1967, env. 330 pages écrites à la machine, archives familiales de Sylvie Braibant. Les souvenirs gardés de Chack, marin, puis homme de lettres avec succès, adversaire du rapprochement franco-allemand puis « *collaborationniste avec toute sa fougue* », condamné et fusillé en 1945, remplit quelques huit pages, du début : « *Aujourd'hui il me paraît que la réserve qui avait déterminé mon abstention (de parler de Chack dans la partie publiée de ses mémoires KS) n'était pas de mise et que ce que j'ai à dire sera utile à ceux qui n'ont pas connu notre époque et à qui le comportement de certains Français pendant l'occupation leur semble étrange pour ne pas dire inexplicable...* » À la phrase conclusive : « *La chiennerie c'était la démocratie. Chack, lui, s'était accordé avec elle avant la guerre comme beaucoup de gens quand elle régnait ; il s'accommoda de meilleur gré encore avec « la révolution nationale de Philippe Pétain lorsqu'elle régna à son tour, grâce à l'invasion.* »

2 Peut-être le psycho-physiologiste (1871-1951) ? Un Robert Haas, « *un industriel cultivé et artiste* » (L'amant de la paix, loc cit. p.254), sera le trésorier des AI (voir plus bas)

organise l'Internationale démocratique : il estime qu'il lui semblerait inimaginable de pouvoir, comme c'était prévu, garder longtemps l'Allemagne tributaire de la France. Selon lui, il faut profiter d'un rapport de force momentané pour créer le respect mutuel. 21 nations sont représentées à la première réunion en décembre 1921, avec environ 150 personnes, dont 12 germanophones ; lors de la clôture, l'abbé Metzger² est le premier Allemand qui parle publiquement à Paris depuis 1914. Cette réunion, comme celle tenue l'année suivante à Vienne est dominée par ceux qui ont fait la guerre, tel que Marc Sangnier. Mais lors de la la suivante en 1923 à Fribourg, un grand nombre de jeunes et Marc Sangnier lui-même se montre surpris du pacifisme et de l'acceptation des réparations que font les jeunes catholiques de la Ligue Quickborn, fondée en 1909) ainsi que des socialistes. Ce mouvement culmine en 1926, quand un millier de participants, principalement des Allemands, font un « pèlerinage de la Paix » à Reims, Laon, Amiens et Rouen, villes largement détruites. Ils arrivent le 8 août à Bierville, où le congrès réunit 5410 « campeurs », des femmes, des hommes, des familles, et des personnalités. Mais « l'esprit de Bierville » perd son souffle par la suite. Marc Sangnier tente de le maintenir, crée des camp de vacances pour l'apprentissage des langues, introduit en France les auberges de jeunesse, dont la première s'ouvre à Bierville.³

Pierre Viénot (1897-1944), de vingt six ans le cadet de Marc Sangnier, lui aussi, avait fait la guerre. Il est entré au cabinet du maréchal Lyautey au Maroc après des études de droit et lance en 1926 au Luxembourg le Comité franco-allemand de documentation et d'information (en allemand Deutsch-französisches Studienkomitee, Comité franco-allemand d'études) patronné par le directeur des Aciéries réunies de Burbach-Eich-Dudelange (ARBED), Émile Mayrisch (1862-1928). Pierre Viénot établit un bureau à Berlin, organise les rencontres d'affaires au service du Comité des Forges, ainsi que des contacts sociaux et intellectuels. Pierre Viénot épousera la fille d'Émile, Andrée Mayrisch (1901-1976). Membre de la SFIO, il sera le député de Rocroi, canton voisin de Rethel, républicain-socialiste, sous-secrétaire d'État de Léon Blum, chargé du Maghreb ; il s'engagera dans la Résistance et mourra à Londres. Andrée Viénot prendra sa suite à Rocroi comme maire, député SFIO et conseillère générale. Léon Blum, évoquant le parcours de Pierre Viénot, de Lyautey, son premier mentor, à la SFIO, le considérera comme « *l'exemple de la nécessité de la formation aristocratique de soi-même* », ce que dit peut-être autant sur Léon Blum que sur Pierre Viénot.

Ensuite il y a Otto Grautoff (1876-1937), historien d'art à Berlin ; les réformes de l'enseignement supérieur de la République de Weimar lui donnent l'élan de reprendre ses contacts d'avant guerre en France. En 1925, il circule donc dans le monde germanisant et académique parisien. Son projet d'une revue est subventionné par les Affaires étrangères à Berlin, à la condition qu'il y aura un périodique parallèle en France. Le germaniste Maurice Boucher (1885-1977), professeur à la Sorbonne, fonde alors la *Revue d'Allemagne* en 1927. Le comité de rédaction comprend des écrivains français et allemand, Jean Giraudoux, les frères Mann etc. Otto Grautoff peut donc lancer la *Revue franco-allemande (Deutsch-Französische Rundschau, DFR)*, organe d'une association qui devient la Deutsch-Französische Gesellschaft DFG (Société franco-allemande) ; elle organise des échanges entre écoles et universités. En 1933, Otto Grautoff devra s'exiler en France, la DFG sera interdite, puis réanimé par le NSDAP, le parti national-socialiste) ; son chargé d'affaires sera Otto Abetz.

Plus tard, lors de la dictature, Paul Distelbarth (1879-1963), industriel et commerçant patronné par l'industriel Robert Bosch, essaiera de prévenir la catastrophe de la guerre. Ses contacts en France datent de 1925 quand il avait représenté l'Association des anciens combattants allemands

2 Max Joseph Metzger 1887-1944, curé de la diocèse de Fribourg, plus tard (1939) le fondateur du mouvement oecuménique Una Sancta, 1943 accusé de haute trahison, mort sous la guillotine 1944

3 Sur Marc Sagnier voir sa biographie par Madeleine Barthélemy-Madaule, Paris, Seuil 1973

(Reichsbund deutscher Frontkämpfer) à Genève lors de la fondation, dans le cadre de la SDN, de la Conférence internationale des associations de mutilés et anciens combattants (CIAMAC). Conservateur, ancien combattant gradé et décoré, il jouira d'un certain crédit sous la dictature. Son livre publié en 1936, année des Jeux Olympiques de Berlin et un peu avant de la remilitarisation de la Rhénanie, *Lebendiges Frankreich*, (*La France vivante*, Paris 1937) sera un succès. Mais par la suite il sera forcé de cesser ses activités à Paris et son antimilitarisme le mettra en danger. Après la Seconde Guerre mondiale il lancera le premier quotidien de sa ville (*Heilbronner Stimme*) où il publiera ses reportages du procès de Nuremberg.

Parmi les anciens combattants des deux côtés et dans les populations en général, le « plus jamais ça » pousse à l'entendement. Mais la pénurie et la détresse d'après guerre favorisent les haines, le revanchisme, les nationalismes. Si pour certains en France le traité de Versailles ne va pas assez loin, en Allemagne le sentiment d'une injustice n'est que trop facile à attiser. Les accords de Locarno sonnent une période de détente, mais renforcent également des craintes et la méfiance. Et si en France le « Briandisme » a ses détracteurs, en Allemagne on met carrément en cause la République et tous ses représentants. Parmi les intellectuels, d'un côté comme de l'autre, des pensées anachroniques et néfastes persistent sur le « caractère différent », la différence « d'esprit », de « culture », de « tempérament » gallique et germanique. Parmi celles et ceux qui tentent d'assainir le climat intellectuel de la dérive culturaliste, il y a le romaniste Viktor Klemperer à Leipzig.

Il y a aussi, à ne pas oublier, Louise Weiss (1893-1983) que Helmut Schmidt, chancelier allemand, en 1983 appellera la « grand-mère de l'Europe ». Fille d'un industriel protestant et surtout d'une mère née Javal, c'est une personnalité impressionnante, indépendante et laïque de cette riche famille juive, allemande, tchèque. Louise, l'aînée de six enfants, reçoit une éducation allemande et anglaise outre la française, voyage avec son père en Galicie, puis devient agrégée de lettre et démissionne immédiatement de l'Education nationale. Diplômée d'Oxford, organisatrice de secours aux réfugiés et blessés de la Grande guerre, journaliste, féministe-suffragette (provocatrice surtout en 1936), cette pacifiste est une grande dame de la politique, et une européenne de la première heure. La rencontre, en 1916, chez Claire Boas de Jouvenel, avec Milan Rastislav Stephanik (1880-1919), et par la suite avec Masaryk et Benes, la mort tragique de l'astronome, aviateur (français) de



guerre, et surtout combattant pour l'indépendance des slovaques et tchèques, influencent dramatiquement Louise. Avec son journal, *La Nouvelle Europe*, fondé en Janvier 1918, elle œuvre d'abord pour la SDN et un meilleur entendement avec le Royaume-Uni ; puis à partir de 1924 elle s'engage surtout, à côté d'Aristide Briand, pour le rapprochement avec l'Allemagne. En 1930, elle fonde une École supérieure pour la paix qui voit parmi ses conférenciers politiciens, diplomates, intellectuels des cercles inter-nationaux que

fréquente sa fondatrice. Dès 1932, elle met en garde contre le nazisme et l'antisémitisme d'Hitler, puis s'engage pour l'aide aux exilés allemands. Après 1940, elle suivra d'abord Pétain, se fera ôter de la liste des « juifs à exproprier » (son père est protestant et colonel depuis 1914), sera envoyée par Vichy aux Etats-Unis pour y chercher de l'aide de la Croix rouge ; cette mission la fera se retirer à son retour au printemps 1941, de la sphère publique sans pour autant participer à une activité clandestine de résistance. En



revanche, sa famille, sa sœur et ses frères avec lesquelles elles reste fermement solidaire, s'engageront en ce sens. En 1942, elle prendra contact avec Albert Kirchmeyer (1898-1955), chef du contentieux, franc-maçon à Levallois-Perret et résistant dès 1940, au sujet d'un journal clandestin, *La Nouvelle République*. Mais « Kir » est arrêté en mai 1943 et déporté. À son retour de Buchenwald, le 31 mai 1945, il sauve la réputation de Louise Weiss, accusée de passivité pour cause de son comportement pendant l'occupation. Relativement frustrée, la partisane du général de Gaulle couvrira le procès de Nuremberg, fondera avec d'autres l'Institut de polémologie (recherches pour la paix) de l'université de Strasbourg et deviendra enfin une grande voyageuse et documentariste de cultures étrangères. Éluë en 1979, elle sera ensuite la doyenne du Parlement européen.⁴

Charles Braibant, selon ses mémoires publiées, n'est pas tenté par la politique. En 1935, il a voulu adhérer à la SFIO, mais il a trouvé "la base" trop préoccupée par les salaires et le chômage et, déçu, il n'a pas insisté.⁵ Mais en 1926, il fonde, nous explique-t-il, les Amitiés Internationales (AI), une association reposant sur un vaste réseau de personnalités politiques, littéraires et artistiques. Les AI ont leur déjeuner mensuel, le plus souvent 15 rue de Poitiers, des invités du domaine culturel viennent d'autres pays et les sections étrangères des AI font venir des français dans leur pays. Les AI organisent ou organisent avec d'autres des conférences publiques, des expositions, des concerts. Ces activités demanderont pendant plus d'une décennie, de 1926 à 1939 écrit-il un effort considérable à leur fondateur. D'où viennent l'idée et la motivation pour cette activité culturelle et éminemment politique? L'idée qui lui était venue, écrit Charles Braibant, le dimanche 3 janvier 1926 en prenant son bain. L'idée de faire accepter le pacte de Locarno par l'opinion public, pacte « *que Poincaré considère comme une catastrophe* ». ⁶ Le soir même M. et Mme Braibant dînèrent avec Benjamin et Georges Monteux, avocats à la Cour, qui l'encouragent : « *Entre la poire et le fromage, ma résolution était prise* ». ⁷ Est-ce tout ?

Nous trouvons une explication complémentaire, vraisemblable, dans un article de Katja Marmetschke, "*Ein Wendepunkt für die deutsch-französische Verständigung?*" (Un point tournant pour l'entendement franco-allemand)⁸: Le 15 septembre 1925 à Berlin, le ministre de l'éducation du Cartel des gauches (cabinet Paul Painlevé), Anatole de Monzie (1876-1947, philosophe, avocat – il

4 Pour plus d'information sur les initiatives de rapprochement franco-allemand cf. Olivier Prat, « La Paix par la jeunesse. Marc Sangnier et la réconciliation franco-allemande, 1921-1939, » Histoire@Politique. Politique, culture, société, n° 10, janvier-avril 2010 ; Hans Manfred Bock, *Kulturelle Wegbereiter politischer Konfliktlösung*, Tübingen, Narr, 2005 ; Marie-Emanuelle Reyrier, La politique allemande de la France et de la Grande Bretagne dans l'Europe Nouvelle 1918-1924 <http://gerflint.fr/Base/RU-Irlande4/reyrier.pdf>. Célia Bertin, *Louise Weiss*, Albin Michel 1999.

5 Voir Charles Braibant, *Un Bourgeois dans trois Républiques*. Pourtant, dans son manuscrit de 1965/67 (L'amant de la paix loc. Cit. p.86) nous lisons : « ...mon père ayant suivi ma mère dans notre sépulture de Montparnasse, je me présentait au conseil général des Ardennes pour lui succéder. Au cours de ma brève campagne électorale, j'eus l'occasion de causer avec tous les notables du canton. Je les trouvai sans exception pleins d'une rancune et d'une méfiance trop justifiées contre tout ce qui était allemand, mais en même temps il étaient loin de manquer de bon sens. » Au moment de sa mort en 1922, le père n'était plus Conseiller général, Marcel, le frère de Charles l'avait succédé au Conseil général. Possible que Charles a fait campagne pour son frère, mais de celui-ci, futur collaborateur, pas un mot dans tout le manuscrit de souvenirs. Charles sympathisait avec le plan Seydoux de réparations « en nature » qui aurait conduit à des contrats entre industriels français et allemands, un rapprochement fort redouté par des politiques notamment par Poincaré. C'est dans ce contexte qu'il évoque les rancunes mais aussi le bon sens des notables. - S'il n'a été membre d'aucun parti politique, il a été membre, écrit-il, de la Ligue des Droits de l'Homme, de la Fédération pour la S.D.N., groupement universitaire et de l'Association pour la Paix par le Droit (APD).

6 L'amant de la paix, loc. Cit. p. 244

7 Ibid, p. 245. La page suivante nous lisons : « ...Hitler serait resté un agitateur besogneux à la tête de quelques milliers d'énergumènes, si nous avions été plus nombreux à soutenir résolument la politique de Briand contre celle de Poincaré. »

8 Karin Marmetschke, Ein Wendepunkt für die deutsch-französische Verständigung? dans Hans Manfred Bock ed. *Französische Kultur im Berlin der Weimarer Republik*, Tübingen, Narr, 2005

a défendu Joseph Caillaux - ministre de la Justice à 29 ans et dix huit fois ministre par la suite), rencontre le ministre de la culture de la Prusse, Carl Heinrich Becker (1876-1933) ; ce dernier est un orientaliste renommé, grand promoteur de la "démocratisation" des universités. C'est depuis 50 ans la première visite officielle d'un ministre français à Berlin. Anatole de Monzie qui avait obtenu la reprise de relations diplomatiques avec le Vatican en 1920 et quatre ans plus tard l'envoi d'un ambassadeur à Moscou, donne la plus haute priorité aux relations avec l'Allemagne. Quand les écrivains du PEN tiennent leur congrès en mai 1925 à Paris, il invite le romancier Heinrich Mann en privé. Il lui explique que les écrivains doivent être les "avant-diplomates" et que, ayant obtenu une invitation officielle à Copenhague, il voudrait, en passant, bien être invité à Berlin.

Heinrich Mann s'adresse alors directement à Becker qui informe la Wilhelmstraße. Les Affaires Etrangères (Auswärtiges Amt, AA) donnent leur accord, mais uniquement pour une rencontre privée. L'ambassadeur à Paris, Leopold von Hoesch (1881-1936) est réservé. Anatole de Monzie vient de lui rendre visite en compagnie du sénateur Louis Dausset (1866-1940), président de la Ligue de la patrie française, contrepartie de la Ligue des droits de l'homme (LDH), conservatrice et mondaine, anciennement lieu de rassemblement des anti-dreyfusards). Anatole de Monzie propose un programme d'invitations de journalistes et d'universitaires, ainsi que des expositions. Commencent des tiraillements diplomatiques jusqu'au dernier moment. En juillet, la France, s'opposant à la SDN à la demande des Pays-Bas refuse la levée du boycott des intellectuels et universitaires allemands par le Conseil international des recherches (CIR). Un contre-boycott étant en train de se former, Otto Grautoff en informe Anatole de Monzie. Il répond par une lettre qu'il prie de publier : en ce qui le concerne, les portes seront dorénavant ouvertes pour les savants, les écrivains et artistes ; leurs oeuvres et publications auront sa protection. Les Affaires étrangères d'Allemagne s'opposent à la publication de cette lettre en affirmant que malheureusement les belles phrases d'Anatole de Monzie ne correspondent pas à la réalité en France et font courir le risque d'obtenir le contraire du souhaitable. Otto Grautoff néanmoins fait paraître la lettre dans le *Berliner Tageblatt* du 30 août. Il existe donc officiellement un désaccord entre le ministre et le CIR. Finalement Anatole de Monzie est informé que Carl Becker serait ravi de le recevoir, mais en raison de l'atmosphère du pays, sa présence devant un grand public est fortement déconseillée. En définitive, les deux ministres se rencontrent lors d'un déjeuner avec une vingtaine de personnalités choisies, diplomates, savants (Adolf von Harnack, Albert Einstein), haut-fonctionnaires, le premier ministre de la Prusse Otto Braun, M. Schubert, secrétaire d'État du ministère, l'ambassadeur de France. Le discours du romaniste Ferdinand Brunot (1860-1938) fait la plus grande impression : admirateur de la science allemande, il affirme que ce serait un malheur, si les deux peuples de la plus haute civilisation cessaient de collaborer sur le plan scientifique. Le 14 septembre, l'envoyé spécial du *Matin* à Copenhague communique : "*Le ministre français de l'instruction publique est parti ce matin pour Paris et doit s'arrêter, entre deux trains, à Berlin. Son voyage a donné lieu aux plus éclatantes manifestations de sympathie franco-danoise.*"

Le lendemain, *Le Matin* fait connaître la déclaration du ministre avant son départ de Berlin. Sa visite se serait faite dans la discrétion. Anatole de Monzie affirme que Becker et Schubert étaient les seuls personnages politiques présent au déjeuner et que "*les sujets politiques n'ont pas été effleurés au cours de la conversation. Nous nous sommes strictement cantonnés, d'accord avec nos hôtes, dans les questions, qui avaient occasionné ma visite ... le gouvernement que je représente et la majorité des savants français ne demandent qu'à favoriser la coopération intellectuelle des deux pays, dans l'intérêt de la science et même un peu de la politique.*" (*Le Matin*, 16 septembre 1925)

Les réactions des interlocuteurs allemands sont en général positives, mais un quotidien remarque cependant que de Monzie, le prophète dans le désert devrait d'abord prêcher à Paris. Becker raconte dans une lettre à un ami qu'il a fait rencontrer à dessein à son invité des hommes de droite plutôt que des pacifistes. Ce qui l'a le plus intéressé a été qu'un carriériste en politique comme

de Monzie, juge que l'opinion publique en France lui permet, qu'en stimulant les relations amicales avec l'Allemagne d'en pouvoir profiter personnellement à l'avenir.

Les deux hommes désirent le rapprochement entre les deux pays, mais il ne veulent pas tout à fait la même chose et leur approche n'est pas la même. Le Français veut engager l'État et ne pas laisser les organisations de la société civile, comme le Comité Mayrisch, dominer le terrain. Il demande des actes symboliques forts, l'entrée en scène de personnalités de marque d'un pays dans l'autre, et il proclame le "do ut des" (donne et on te donnera). Il se plaindra bientôt, que les intellectuels envoyés par l'Allemagne ne soient pas assez réputés. De son côté, Carl Becker, peu enclin à se tromper sur le rôle des intellectuels dans son pays, différent de celui existant à Paris et en France, fonde son espoir, s'il en a, sur l'action de la société civile avec l'appui de l'État.

Voilà donc un contexte, probable, de la fondation des AI. Si l'idée est venue de Charles Braibant, Anatole de Monzie trouve en lui, fonctionnaire au ministère de la Marine, qui a des intérêts culturels et des relations dans le monde des célébrités, l'organisateur de ces "actes symboliques fortes". Son patronage fait fonctionner les AI. Pour elles et pour Charles Braibant, les portes s'ouvrent. Charles Braibant admire Anatole de Monzie. Dans son journal publié pendant les premiers mois de la Drôle de guerre, *Lumière bleu*, en 1940 chez Fayard, il le présentera comme *"...le plus romantique de nos ministres. C'est l'homme le plus intelligent que je connaisse, Intelligence de foudre. Peut-être même trop rapide, tenant à l'état d'avocat, qui oblige son homme à sauter de ceci à j cela. Intelligence écurieul, si vous voulez. Mais aveuglante. / Il n'a jamais cru à la possibilité de nouer entre les nations des obligations qui rendissent la guerre pratiquement impossible. C'est avec indifférence qu'il a vu briser la seule arme qui pouvait intimider un Hitler. Il m'a dit un jour, en haussant les épaules : "La SDN, c'est bon pour les poètes comme vous." Je ne crois pas qu'il ait jamais mis les pieds à Genève. C'est sans doute un grand malheur. S'il avait été ministre des Affaires étrangères il y a dix ans, il eût conquis Genève. Genève l'eût conquis, et peut-être qu'à eux deux ils auraient fait quelque chose. Si nous sommes plongés dans le bain de sang, M. pourrait bien être l'homme dont les immenses ressources deviendraient nécessaires un certain jour. Il se peut que j'aie tort de m'étonner qu'il n'ait pas vu ce qu'il fallait faire pour éviter le cataclysme. Ce qui bandait les yeux d'un homme dont le regard porte ordinairement si loin, c'était peut-être l'instinct profond des ambitieux de génie."*

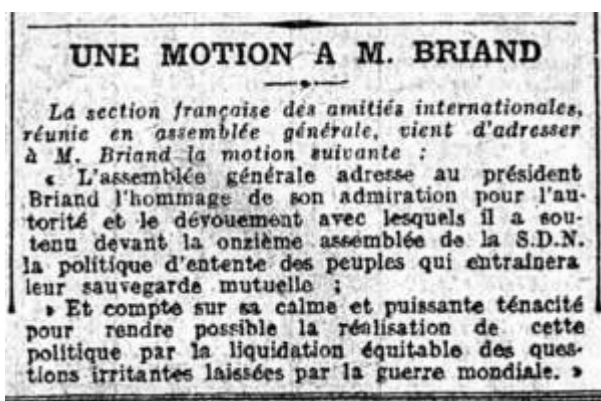
Tel est le jugement de Charles Braibant. À une autre occasion où il parle des hommes politiques du sud de la France, il évoque les noms de Edouard Daladier et Vincent Auriol, issus de *"cette classe de petits commerçants si méritante"* qui suit les traces de Gambetta ayant pris le pouvoir en 1880. Joseph Caillaux et Paul Reynaud seraient les derniers survivants des orléanistes et Anatole de Monzie *"un cas tout à fait à part"*.⁹

Avec les accords de Locarno le 16 octobre 1925, une période de détente avait commencé, propice au rapprochement entre anciens belligérants. Une des premières personnalités gagnées par Charles Braibant pour les AI est Jean Giraudoux (1882-1944), diplomate et écrivain célèbre. Charles Braibant raconte qu'il aurait souhaité pouvoir également intéresser un grand savant de l'Académie. Il approche l'archéologue et historien d'art Camille Enlart (1862-1927) ancien élève de l'École des Chartes comme lui ; il lui donne son accord, mais le retire quand il entend parler de Giraudoux. D'autres hommes en vue refusent de participer, parce qu'ils jugent l'entreprise vouée à

9 Notons en passant qu'en 1919 de Monzie avait pris la suite du docteur Pierre Darquier (Parti radical) à la mairie de Cahors et restera ami de la famille Darquier toute sa vie. Louis Darquier (1897-1980), fils de Pierre, rejeté par celui-ci, mène une vie itinérante, s'endette, devient fanatiquement antisémite (ce qui confirme le père dans son rejet), avec un de ses frères se rallie à l'Action française, puis fonde son propre parti antisémite à l'image du parti d'Hitler et finit sous l'occupation par être nommé Commissaire général aux questions juives. La Haute Cour le condamne à mort par contumace. Il s'est enfui en Espagne. À une époque, dans les troubles entre père et fils Darquier, Anatole de Monzie avait joué le rôle de médiateur.

l'échec ou néfaste, notamment dans ses rapports avec l'Allemagne. Il trouve ce qu'il cherche en César Chabrun (1880-1934), juriste, ancien combattant, député de la Mayenne et président de la Ligue des Droits de l'Homme : « *Il était chrétien. Chez moi, si l'esprit était païen, le cœur était d'essence chrétienne. Ainsi, nous nous entendions très bien, Chabrun et moi* »¹⁰. Si, après Locarno, le briandisme tel que divulgué par les AI, gagne du terrain, les opposants au rapprochement franco-allemand en politique et société restent néanmoins nombreux.

Après avoir obtenu de quelques personnalités allemandes et néerlandaises de fonder des sections des AI dans leurs pays, Braibant procède une fédération. Le 29 octobre 1927, la Fédération des AI tient son assemblée constitutive au 38, cours Albert-1er à Paris. De Monzie est élu président. Citons quelques manifestations remarquables organisées par les AI. En mars 1928, dans les locaux de l'Institut international de coopération intellectuelle (IICI), 2 rue Montpensier à Paris, les AI commémorent le centenaire d'Henrik Ibsen. L'IICI est une organisation de la SDN: son siège accueille souvent les réunions des AI et, à l'encontre de de Monzie, Charles Braibant et la plupart des membres des AI voient leur activité dans le cadre de la SDN.



En février 1929, les AI sont reçus par le professeur Luzerski à l'Institut Pasteur où le docteur Calmette leur parle de la vaccination contre la tuberculose. Au mois de juin, Édouard Herriot (1872-1957), agrégé et député, maire de Lyon, l'homme de la victoire du Cartel

www
 Le grand écrivain allemand Emil Ludwig, dont les ouvrages sur Napoléon, Bismarck, juillet 1914, ont eu un si grand retentissement dans le monde des lettres, a généreusement proposé de faire, au profit des sinistrés du Midi, demain samedi soir, 29 mars, à la salle Pleyel, une conférence sur Goethe.
 Le but amical et charitable de cette soirée ne peut qu'augmenter l'intérêt exceptionnel qu'elle présentera du point de vue littéraire.
 La conférence sera faite en français et permettra aux nombreuses personnes qui n'ont pu assister à la réception du Palais Royal donnée par l'Institut de coopération intellectuelle et les Amitiés internationales, d'entendre l'illustre écrivain.
 www

des gauches en 1924 et de sa défaite ensuite, donne une conférence aux AI sur la vie et l'oeuvre de Beethoven. Onze ans plus tard, Charles Braibant formule un de ses jugements typiques:

"Il m'a quelquefois agacé, parce que, dans sa crainte de ne point paraître assez national, il a mis le Parti radical à la remorque d'entreprises désastreuses (1923, 1935). Pourtant l'admirable courage avec lequel il a sacrifié son existence ministérielle plutôt que de céder au vent de démagogie qui soulevait la Chambre dans cette funeste querelle (décembre 1932, la question du remboursement de la dette à l'égard des EU KS) fait de lui un homme d'État et restera comme un magnifique exemple" (Lumière bleue, p. 264)

En février 1930, cette fois au 35 rue de Sèvres, les AI invitent à une conférence de Le Corbusier (1887-1965), l'architecte du Pavillon de l'Esprit nouveau de l'expo de 1925, sur le thème de *"l'Urbanisme des grandes villes"*. Fin mars, Charles Braibant reçoit une autre célébrité, le juriste, journaliste et publiciste Emil Ludwig (1881-1948) ; en 1922, étant menacé par des antisémites et alerté par le meurtre de Walter Rathenau, il avait quitté l'Allemagne pour la Suisse. La conférence sur Goethe a lieu au Palais Royal ; Charles Braibant raconte qu'il s'angoissait à cause du français très particulier de son invité, mais celui-ci savait se débrouiller. Pour l'introduire, Anatole de Monzie, Paul Painlevé et Charles Braibant s'adressent au public et la conférence obtient un grand succès. Ludwig la répète le lendemain à la salle Pleyel et grâce à l'ami de Braibant et membre des AI, Pierre Descaves (1896-1966), directeur de la radio, le Goethe de Ludwig résonne de la Tour Eiffel. Des inondations dans le sud ont déclenché une catastrophe. A la demande de l'auteur, le bénéfice de la salle Pleyel va donc aux sinistrés. Le lendemain, un déjeuner prévu des AI sous la présidence de l'ambassadeur de la Belgique est annulé, car la France est en deuil.

10 L'amant de la paix, loc. Cit. p.254

Fin d'octobre, l'assemblée générale des AI adresse une motion à Aristide Briand en hommage à sa *"politique d'entente des peuples qui entraînera leur sauvegarde mutuelle; et compte sur sa calme et puissante ténacité pour rendre possible la réalisation de cette politique par la liquidation équitable des questions irritantes laissées par la guerre mondiale"*. (Le Matin, 30 octobre 1930)

Le moi suivant, les AI visitent le splendide Hôtel de Cavoy, un bijou du patrimoine parisien. Quelques jours plus tard, lors de leur déjeuner mensuel, ils écoutent notamment l'ancien ministre tchécoslovaque Milan Hodza, président du Bureau agraire international, qui leur parle du *"rôle pacificateur des organisations paysannes en Europe centrale"*. Un sujet qui a sûrement, s'il a assisté au déjeuner, trouvé l'intérêt de Marcel Braibant, en raison des débuts de la mobilisation des paysans en France et de son engagement politique dans les Ardennes.

Au début de l'année 1931, Émile Vandervelde (1866-1938), juriste, économiste, ministre socialiste belge, professeur et un des auteurs des accords de Locarno, donne une conférence au 2 rue Montpensier : *"Ce que l'homme de la rue pense, en Belgique, de l'organisation de la paix"*. De février à juin se suivent Francis Delaisi (1873-1947), journaliste, économiste, chargé d'une enquête comparée sur les économies des Etats-Unis et de l'Europe, consacrée aux *« États-Unis dans la crise mondiale »*, Yves le Trocquer (1877-1938), ingénieur, sénateur des Côtes du Nord, ancien ministre des Travaux publics, avec ses *"Impressions d'un voyage en Europe centrale et en Allemagne"*, M. A. Lenicki sur *"La Pologne et la paix"* et Ch. Vuillod sur *"La nouvelle pédagogie allemande"*. Le 26 juin, avant de quitter Paris pour les vacances, les AI ont droit à un concert, dirigé semble-t-il par Bruno Walter.

Le déjeuner mensuel des « Amitiés internationales »

Le déjeuner mensuel des Amitiés internationales a eu lieu hier sous la présidence de sir Thomas Barclay, ancien président de la chambre de commerce britannique à Paris ; MM. Philippe Roy, ministre du Canada; Victor Boret, ancien ministre; Bellegarde, ministre de Haiti; Chabrun, député de la Mayenne; de Moro-Giafferri; Stephen Vallot, prirent la parole enfin, son excellence Milan Hodza, ancien ministre tchécoslovaque, président du bureau agraire international, précisa le rôle pacificateur joué en Tchécoslovaquie et en Europe centrale par les organisations paysannes.

La Prusse avait interdit l'organisation Der Stahlhelm (le Casque d'acier) des anciens combattants. Mais sous la pression du "cabinet présidentiel" du Reich (Wirth, Brüning) l'a de nouveau admise. En octobre 1930, 100 000 adhérents se sont réunis à Coblenz et ont

POUR LA PAIX DU MONDE

Trois millions de Français adressent un manifeste à la Reichsbanner

A la veille de la grande manifestation qui va grouper, à Coblenz, les républicains allemands affiliés à la Reichsbanner, une quinzaine des plus importantes organisations françaises, sans aucune distinction de parti politique ou de religion, viennent d'adresser aux membres de la « Bannière d'Empire » un télégramme dont voici le texte :

Associations soussignées groupant trois millions adhérents envoient salut cordial à républicains allemands à la veille réunion Coblenz. Elles apprécient la volonté de rapprochement franco-allemand qui s'est affirmée par manifeste Reichsbanner à l'occasion de cette réunion. Elles affirment que la France démocratique est favorable à collaboration politique et économique franco-allemande nécessaire à la paix du monde. Collaboration loyale sans arrière-pensée domination ou revanche.

L'Association française pour Société des nations ; Comité d'action pour Société des nations ; Groupement universitaire pour Société des nations ; Union féminine pour Société des nations ; Ligue mères et éducatrices pour la paix ; Union fédérale mutilés et anciens combattants ; Anciens combattants républicains ; Union nationale mutilés et réformés ; La paix par le droit ; Ligue des droits de l'homme ; Ligue des catholiques français pour paix et justice internationale ; Comité français amitiés internationales ; Action démocratique internationale ; Fédération jeunesse laïques républicaines ; Comité d'action pour la paix de la Confédération générale du travail.

Ces organisations ont tenu à s'unir pour exprimer, dans un même cri, leur foi dans l'action des éléments d'ordre qui luttent courageusement en Allemagne contre les éléments extrémistes, et leur assurer par là-même leur désir de voir leurs deux grands pays continuer une collaboration loyale dont dépend la paix du monde.

acclamé leur chef, Franz Seldte, qui demandait la dissolution du parlement prussien, "marxiste" selon lui. Finalement un plébiscite doit être organisé le 8 août 1931. Le gouvernement prussien d'Otto Braun n'a pas trop à craindre puisque, le 22. juillet, le Parti communiste s'est rallié à la droite. L'organisation des "partis de Weimar" organise immédiatement une manifestation de soutien au gouvernement, également à Coblenche. L'AI figure parmi "*une quinzaine des plus importantes organisations françaises, sans aucune distinction de parti politique ou de religion*" qui adressent un télégramme à la réunion du Reichsbanner : "*Associations soussignées groupant trois millions adhérents envoient salut cordial à républicains allemands...*"

En octobre 1931, la section berlinoise des AI organise une manifestation avec Ludwig Quidde (1858-1941), historien, ex-président de la Deutsche Friedensgesellschaft (Association allemande pour la paix), exclu par la fraction des jeunes pacifistes radicaux, Prix Nobel de 1927 partagé avec Ferdinand Buisson (1841-1932), philosophe, ancien député et fondateur de la Ligue pour les droits de l'homme (LDH), également présent à Berlin. Yves le Trocquer monte à la tribune et il est "longuement acclamé" par quelques 400 personnes du monde politique et littéraire.

À Paris, les AI se réunissent quasi simultanément avec les AI de Berlin pour un banquet au 46 rue St. Didier auquel participent 350 personnes, dont César Chabrun, Henri Guernut, Paul Poncet, le colonel Picot, le sculpteur Landowski, Benjamin Crémieux, Rosny aîné, Jean de Pierrefeu et les allemands Georg Bernhard, Bruno Weill, le général von Deimling, le chargé Foerster de l'ambassade allemande, Koch-Weser et M. Eberhardt. César Chabrun, Charles Braibant, Picot, Bruno Weill et Georg Bernhard prennent la parole. Une adresse aux chefs de gouvernement et aux ministres des Affaires étrangères des deux pays est rédigée en faveur du « *rapprochement franco-allemand* » (*Le Matin*, 7 octobre 1931).

Les noms cités caractérisent bien l'ambition des AI. Présentons ces personnalités. Georg Bernhard (1875-1944), rédacteur en chef de la *Vossische Zeitung* et député, devra immédiatement se réfugier en 1933 à Paris, puis à New-York. César Chabrun (1880-1934), juriste, est sous-secrétaire à l'instruction publique, trésorier de la LDH ; son épouse, Marthe née Audibert (1911-1972), germaniste, défendra courageusement les prisonniers politiques et rejoindra pendant la guerre le Parti communiste. Benjamin Crémieux (1888-1944), critique littéraire, homme de lettres, entrera dans la Résistance et mourra déporté à Buchenwald. Berthold Deimling, (1853-1944) l'implacable chef militaire en Afrique, en Alsace, le "boucher de Ypern" en 1914, le premier à utiliser le gaz l'année suivante, est devenu pacifiste après la guerre, démocrate et membre de la direction du Reichsbanner. Hugo Eberhardt (1874-1959) est architecte et membre du "Werkbund" (ou s'agit-il d'un autre Eberhardt?). Henri Guernut (1876-1943), avocat, député de l'Aisne, est secrétaire de la LDH. Erich Koch-Weser (1875-1944), juriste, ancien maire de Kassel, membre de la deuxième Chambre (Herrenhaus) avant la Révolution, un des fondateurs en 1919 du DDP, parti libéral, ancien ministre de l'Intérieur puis de la Justice, s'exilera au Brésil en 1933. Yves Picot (1862-1938), a embrassé la carrière militaire : c'est une "gueule cassée" - il semble être le père de cette expression - et le fondateur de l'Association des gueules cassées. Jean de Pierrefeu (1883-1940), a été journaliste, commentateur officiel de la guerre ; devenu critique désillusionné des militaires, il dirigera la collection "Combattants européens" à la Librairie Valois, t soutiendra Pétain; Paul Poncet (1878-1962), peintre, ancien maire de Montreuil, député socialiste-indépendant. J.-H. Rosny aîné (1856-1940) écrivain de science-fiction, avec son frère, Rosny jeune, préside l'Académie Goncourt. Bruno Weill (1883-1961) avocat au barreau de Strasbourg, puis avocat et notaire à Berlin, est un écrivain attentif au droit des minorités, au nouveau régime en Alsace, ainsi qu'à l'histoire française: *Le capitaine Dreyfus* 1930, *Joseph Boulanger* 1931. Il a été un des juristes présents aux négociations du traité de Versailles. Il a été aussi conseiller juridique de l'ambassade de France à Berlin et l'avocat du Centralverein qui avec 60 000 membres dans 555 groupes, est la plus importante association des citoyens juifs. Bruno Weil, en exil en France, sera, en dépit de sa nationalité argentine retenu au Camp du Vernet. Il pourra ensuite rejoindre New York, via Lisbonne

en 1940. Il présidera l'American Association of Former European Jurists.

Les AI correspondent sans doute aux conceptions d'Anatole de Monzie. Beaucoup de personnalités connus participent à l'entreprise. Beaucoup également ont fait la guerre. L'influence de l'expérience d'ancien combattant semble forte, voire très forte pour une génération de jeunes Français qui cherche autour de 1930 à se positionner dans une "Nouvelle Europe". Et l'idée d'actes symboliques forts dans le monde intellectuel, n'implique-t-elle pas une haute opinion de l'influence de cette "élite" sur le reste des populations ? Cette opinion ne semble guère correspondre à la réalité allemande et française. On verra plus loin qu'une partie de la jeunesse cherche une alternative à la tentative de rapprochement franco-allemand des AI.

L'activité des AI atteint sa plus grande intensité en 1931. Cela n'a rien d'étonnant en raison de la montée inquiétante du NSDAP aux élections de septembre 1930 et du fait qu'aucun des candidats qui vont se présenter aux élections présidentielle allemandes au printemps 1932, y compris le président sortant et réélu, n'est républicain.

En mars 1932, les AI reçoivent avec l'Association France-Grande-Bretagne (AFGB) de la main du président Paul Doumer un étendard "absolument conforme à celui de Jeanne d'Arc", un cadeau de l'Angleterre en hommage à la France et qui va être déposé à la cathédrale de Reims. Maurice Braibant, le père et député, et Marcel l'organisateur de la reconstruction dans les régions dévastées, ont joué un rôle dans l'AFGB. Marcel Braibant continue à s'occuper en relation avec l'AFGB d'une association qui prend soin d'enfants des régions dévastées vivants en Angleterre. Les frères Braibant se rencontrent dans leurs initiatives internationales.



**L'Angleterre offre à la France
une copie exacte
de l'étendard de Jeanne d'Arc**

Lord Tyrrell, ambassadeur d'Angleterre, remettra, vendredi prochain, au président de la République, en hommage à la France, un étendard brodé, absolument conforme à celui de Jeanne d'Arc. On sait que cet emblème avait été dessiné à l'origine par James Pulwart, le peintre écossais de Charles VII.

L'association France - Grande-Bretagne et la section française des amitiés internationales recevront, après la remise, l'étendard des mains de M. Paul Doumer et l'exposeront 2, rue Montpensier. L'étendard sera transporté ultérieurement à Reims et déposé à la cathédrale.

Avec l'arrivée de la dictature en Allemagne, les AI invitent des personnalités allemandes qui ont du fuir le pays. Jusqu'en 1939 Charles Braibant maintient que les autres gouvernements pourraient obtenir par une « politique intelligente » que « le peuple allemand », l'opinion publique outre-Rhin se dresseraient contre le Führer.

Dans ses souvenirs écrits en 1965/67 il énumère des femmes et hommes qui lui ont aidé dans son combat d' « Amant de la Paix »¹¹ mis à part celles et ceux qui étaient « d'office » aux AI : Hélène Aphanéry (Gratiot-Alphanéry?), Eva Bénédite, Adrienne Dansette, Lise Granger-Daniels, Elsa Diximier, Annette Haas, Louise Haslauer, Germaine Kellerson, Germaine Malaterre-Sellier, Berthe et Denise Rosenau, Hélène Vacaresco, Venryes, Andrée Viénot ; et Emile Borel, Marcel Cachin, René Cassin, Jean Dupuis, Raymond Hesse (Hesse?), Marius Höster, Georges Hoog, Philippe Koenig, André Lange, Maxime Leroy, Bertrand Nogaro, Pierre-Paul Prevot (Prévoist?), Gilbert Perroy, Jules Prudhommeaux, Paul Raphaël, Théodor Ruysen, Marc Sangnier, Philippe Serre, Pierre et Jaques Viénot.

Des femmes, seulement la romancière Germaine Kellerson¹² (1890-1970), Germaine

11 « L'amant de la paix » est le titre du manuscrit de souvenirs non publié de Charles Braibant, archives Sylvie Braibant.

12 Germaine Kellerson, née Chauv, fonde un « foyer de la nouvelle Europe » de 1929-1933 ensuite elle anime un foyer de la paix jusqu'en 1939. voir <http://mondomicile.centerblog.net/750-humaniste-et-ecrivain-du-perigord?ii=1>

Malaterre-Sellier¹³ (1889-1967) et Hélène Vacaresco¹⁴ (1864-1947) sont facilement identifiables par internet et bien sur, Andrée Viénot¹⁵ (1901-1976).

La liste des hommes contient des noms bien connus, tel que Émile Borel, Marcel Cachin, René Cassin, Maxime Leroy, Marc Sangnier, Pierre Viénot. D'autres le sont moins ou pas du tout. Jules Prudhommeaux¹⁶ (1869-1948) et Théodor Ruysen¹⁷ (1868-1967) représentent une mouvance pacifiste omise ci-dessus, pourtant importante et la plus ancienne. Elle était présente surtout par sa revue « La paix par le droit » de 1897 à la Ve République et surtout au moment du « Briandisme ».

Les personnalités de la liste sont en général nées entre 1864 et 1890. Andrée Viénot et Philippe Serre¹⁸ (1901-1991) représentent l'exception. Si la liste caractérise les Amitiés Internationales, on remarque la tendance de la démocratie chrétienne et celle de l'approche juridique à l'entente internationale. Aucune personnalité du pacifisme de l'entre les deux guerres qui s'est compromise avec l'occupant ne figure dans la liste. N'en y a-t-il eu aucune autour de Charles Braibant outre son frère ? Marcel Cachin (1869-1958), sénateur communiste et directeur de l'Humanité de 1918 à 1958 a été l'auteur d'un texte condamnant les attentats individuels contre des militaires allemands, texte qui a été récupéré par la propagande collaborationniste. Mais l'auteur avait su garder ses distances.

Si dans la liste les gens de lettres et de l'édition ne manquent pas, ils comptent plutôt parmi les oubliés de nos jours, comme Jean Dupuis (1875-1952) imprimeur et éditeur belge, catholique pratiquant, militant européen, créateur du magazine à bande dessinée « Le Journal de Spirou », ou Raymond Hesse (1884-1967) magistrat, écrivain, auteur entre autres de « *Le poilu pacifiste* » en 1920 et de « *Sur les pas du juif errant* » en 1948, ou encore Georges Hoog (1885-1944), auteur de « *Rédemption – histoire d'une jeunesse* » en 1916, qui a été un grand acteur de la mouvance de Marc Sangnier, un des premiers qui faisaient venir des allemands en France après 1918.

Des historiens on constaté une « balkanisation » du pacifisme d'entre les deux guerres. Jules

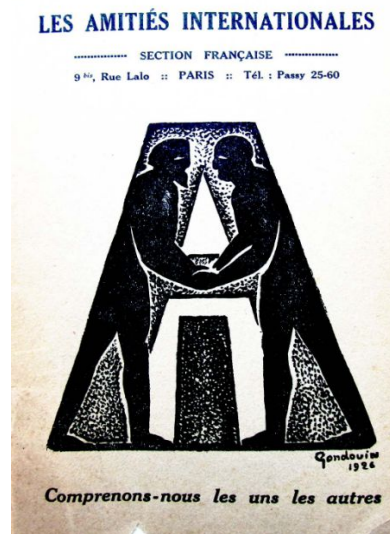
- 13 Germaine Malaterre-Sellier était infirmière-major pendant la première guerre, une militante pour le vote des femmes, vice présidente de l'Union féminine pour la S.D.N. etc. , catholique progressiste elle était une proche de Marc Sangnier.
- 14 Hélène Vacaresco (1864-1947) aristocrate, poète et traductrice franco-roumaine, déléguée à la S.D.N.
- 15 Née Mayrisch, licencié de la London School of Economics. Elle entre à la SFIO en 1932, cinq ans avant son époux, œuvre pour les Jeunesse socialistes. Pendant la guerre elle aide des réfugiés allemands dans les Alpes maritimes. À la Libération elle devient conseillère générale à Rocroi dans les Ardennes , délégué SFIO à l'Assemblée provisoire en 1944 et sous-secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports. Anticolonialiste, elle quitte la SFIO de Guy Mollet, joint le Parti socialiste autonome, milite dans le Mouvement socialiste pour les États-Unis de l'Europe et s'oppose à la Ve République.
- 16 Jules Prudhommeaux était agrégé d'histoire, il gérait le familistère de Guise où il était entré par son épouse, une nièce par alliance de Godin. Il devenait directeur du centre européen du fond Carnegie pour la paix, pacifiste et animateur du mouvement coopératif de l'École de Nîmes animé en premier lieu par des protestants.
- 17 L'ami de Prudhommeaux et agrégé comme lui, il fonde l' Association des jeunes pour la paix (AJP) en 1887, qu'il préside de 1897 à 1948 et préside également La Paix par le Droit (PPLD), dont il est cofondateur. Décrié en 1913 comme « traître pangermanique » par l'extrême droite et malgré le bruit que fait cette « affaire Ruysen », lui et son association continuent de se réclamer de la défense nationale pendant la guerre et la revue La Paix par le droit ne cesse de paraître. À la différence de son ami il n'est pas mobilisé. Dès 1918 Ruysen et l'association militent pour la S.D.N. et par la suite se dressent contre l'échec de celle-ci. Affrontant la dictature en Allemagne Ruysen maintient le droit à la défense de l'indépendance et du droit, position qu'il avait défendu en 1931/32 contre celle de Félicien Challey pacifiste inconditionné. En 1938 il suit une majorité de l'association qui se déclare pour un statut de l'objection de conscience, mais trouve que ce droit individuel n'avance en rien le combat de La paix par le droit. (Rémi Fabre Un exemple de pacifisme juridique : Théodore Ruysen et le mouvement « la paix par le droit » (1884-1950) [Vingtième Siècle. revue d'histoire](#) Année 1993 Volume 39 [Numéro 1](#) pp. 38-54)
- 18 Avocat à la cour d'appel en 1927, suit le mouvement de Marc Sangnier, est pour les plans de modernisation de l'armée du Colonel de Gaulle, adhère à l'Association juridique internationale, est élu député de gauche indépendant 1933, devient sous-secrétaire au Travail en 1937/38. Il vote contre les pleins pouvoirs à Pétain, joint la résistance en août 1942. À la Libération il refuse d'adhérer au MPR, trouve les socialistes trop dogmatique et se retire de la politique.

Prudhommeaux paraît-il, en a parlé aussi tôt qu'en 1926¹⁹. Cette dispersion n'était pas nécessairement gênant pour l'initiative des AI et de Charles Braibant, prônant le motif « Comprendons-nous les uns les autres ».

Charles Braibant écrit d'avoir essayé de réanimer les AI en 1945/46, mais les archives avaient été brûlées et les localités jadis mis à leur disposition dans l'ensemble de celles de la S.D.N. furent en attente d'une nouvelle attribution ailleurs. D'autres activités l'attendaient lui aussi et en tant que directeur des Archives de France à partir de l'automne 1948 il a bien repris l'initiative de coopération internationale sur un autre plan.

* * *

[Notes de lectures Charles Braibant, *Lumière bleue*, 1940, p. 142: "...C'était au début de 1926. J'étais en train de constituer le comité des Amitiés internationales. L'un des premiers, Giraudoux, m'avait donné son nom. Il était, lui aussi, "locarniste" cent pour cent. Je suis sûr qu'il reste convaincu que c'était nous qui avons raison et qu'il ne renie pas nos dieux, car il a autant de courage que de talent".



p. 197-198: "Je le déclare nettement, moi qui ai lutté pendant dix ans pour le rapprochement franco-allemand avec un courage, j'ose le dire, dont je pourrais fournir de nombreuses preuves : il y a dans ce peuple une propension au sadisme qui est quelque chose d'effroyable. Il faut à la fois essayer de l'aider à s'en guérir, et c'est pourquoi nous avons raison de chercher le contact avec les éléments sains qu'il comporte. Il faut surtout garantir tous ses voisins, à commencer par nous-mêmes, contre les effets de ce mal... Ce qui marque l'âme allemande, c'est une susceptibilité agressive de parvenue longtemps humilié.."

p. 253 : "Il me semble que, encore à l'heure où j'écris, l'élément humiliation nationale prévaut, dans la majorité du peuple allemand, sur l'élément révolution sociale. C'est pourquoi il est fort probable que, si les Allemands savaient clairement que nous voulons les mettre hors d'état de nuire sans porter atteinte à leur dignité nationale, ils abandonneraient encore Hitler.."]

[*L'amant de la paix*, manuscrit non publié de 1965/67, p. 89 : « J'ai vu en quarante ans deux grandes crises nationales incarnées par deux hommes. Ces personnages étaient d'une honnêteté irréprochable. Leur zèle pour le bien public, tel qu'ils le concevaient n'avait pas de bornes, ils possédaient une force dialectique exceptionnelle. Mais leur jugement était complètement faussé par une conception étroite et absolue de notre histoire passée et présente. Dérèglement de nature juridique chez Poincaré, militaire chez de Gaulle- enté sur un chauvinisme aveugle chez l'un et chez l'autre... »

p.249 : « En laissant voir dès le lendemain de Locarno sa volonté de saboter le traité négocié par Briand, Poincaré donnait à penser que la France en faisait fi, qu'elle restait fidèle à la doctrine du *Faustrecht*, il accréditait d'avance le slogan du Diktat de Versailles qui fit la fortune de Hitler./ Faux réalisme de Poincaré : rue Nève à Bar le Duc on avait toujours pensé que l'antagonisme franco-allemand pourtant récent dans l'histoire, était traditionnel et resterait à jamais inscrit dans la conscience française. Poincaré ne voulut jamais croire, malgré l'évidence, malgré la preuve écrite, aux possibilités d'une entente loyale franco-allemande, qui eût été la base d'une nouvelle Europe. A sept reprises différentes, il laissa de propos délibéré l'occasion de cette

19 Norman Ingram, *Pacifisme ancien style, ou le pacifisme de l'Association de la paix par le droit*
[Matériaux pour l'histoire de notre temps](#) Année 1993 Volume 30 [Numéro 1](#) pp. 2-5

entente fuir entre ses doigts. Cela ne peut être oublié, trop de sang a coulé en suite de cette erreur... »]



Réception de **Charles Braibant**
par la Société des Écrivains Ardennais, à l'occasion du **Prix Renaudet**.
Charleville, le 1^{er} Juillet 1934

Ch. Braibant
mezière

À gauche (assis): Léonie Weil-Curiel, Raoult Curiel(?), Marcel Braibant, Evelyn Braibant-Curiel, Charles Braibant; à droite: Odette Weil-Curiel (assise), André Weil-Curiel (debout).

VI. L'avocat rémois

Marcel Braibant, l'avocat au barreau de Reims, plaide des cas dont l'un ou l'autre intéresse la presse nationale. En janvier 1925, devant la 8^{ième} cour de la Seine, il s'agit d'écarter la

La responsabilité des parents
 Le code civil déclare que les père et mère sont responsables des agissements de leurs enfants mineurs ; cependant lorsque l'enfant n'est plus sous leur surveillance, s'il se trouve par exemple chez un patron, et s'il commet à ce moment là un délit, la responsabilité des parents doit être écartée.
 C'est ce qu'a jugé hier, après les plaidoiries de M^{es} Marcel Braibant, Pierre Laval et Henry Bonnet, la 8^e chambre de la cour.

responsabilité des parents quand leur enfant se trouve par exemple en apprentissage chez un patron (*Le Matin*, 8 janvier 1925 ci-contre). Marcel Braibant plaide en compagnie de Pierre Laval (1883-1945), avocat à Paris et maire d'Aubervilliers, pacifiste SFIO et "briandiste", futur chef de gouvernement à plusieurs reprises, ministre des Affaires étrangères et grand acteur de la collaboration d'Etat pendant la Seconde Guerre mondiale.

Au mois de mai de la même année, à l'aide de

Maurice Hersant, avocat à la Cour de cassation (et future président de celle-ci), Marcel Braibant demande la révision du procès de Madame Chassinant, condamnée à mort pour avoir tué son mari.

L'épouse meurtrière condamnée à mort demande la révision de son procès
 Condamnée à mort par le jury de la Marne pour avoir tué son mari, la femme Chassinant a fait parvenir à la chancellerie, par l'intermédiaire de M^e Maurice Hersant, avocat à la Cour de cassation, et de M^e Marcel Braibant, du barreau de Reims, une requête en révision de son procès.

Le 24 septembre 1927, on lit que le Conseil général des Ardennes approuve la démarche de son membre ayant pour but de rétablir "*les tribunaux dans tous les cantons où ils ont été supprimés, et des tribunaux à juge unique*". (*Le Matin*, 24, septembre 1927)



Au mois de mars 1928, René Ernest, 60 ans, "*un joyeux vivant*", ayant pris sa voiture de Meaux à Reims après "*de copieuses libations*", tue un cycliste, Monsieur Heriet, "*brave homme d'ouvrier*", qui laisse une veuve et deux enfants mineurs. Son médecin confirme qu'Ernest souffre d'obésité et rajoute "*ces gros pères là, ça ne se soigne jamais*". Le

journaliste de continuer: "*Pourquoi s'écrie Me Braibant, l'avocat du prévenu, leur donne-t-on le permis de conduire? Pourquoi, riposte de président, l'a-t-il demandé et s'en est-il servi? - Me Braibant plaide que dans un certain sens son client lui-aussi est une*

LE PROCÈS D'UN ÉCRASEUR
Son auto traîna sur 13 kilomètres le cadavre d'un cycliste qu'il renversa

victime avec sa somnolence pathologique due à l'obésité et qu'il est prêt, s'il est acquitté, de s'occuper des deux enfants

Heriet avec ses trois à lui. Ernest, qui d'ailleurs est un récidiviste, est condamné à 18 mois de prison, une amende de 1250 francs, 85000 francs de dommages et intérêts pour Madame Heriet et

20 000 franc en forme de rente pour les enfants... (*Le Matin*, 22 et 25 mars 1928).

L'affaire Léon Polier en janvier 1929 est d'un autre genre. L'État accuse Polier, administrateur d'usines des Sucreries de France (SdF), d'avoir escroqué sur des prestations en nature. Les usines affrontent la faillite et/ou la vente. Marcel Braibant, en compagnie de l'avoué des Sucreries de France, demande au tribunal de commerce de désigner un administrateur provisoire pour régler la situation financière du personnel, payer les impôts et rémunérer avec le dernier stock les transporteurs et producteurs de betteraves. Le tribunal accepte la requête et la faillite est ainsi ajournée.

L'affaire la plus spectaculaire plaidée par Me Braibant est peut-être celle du "Drame du rapide Paris-Strasbourg" en novembre 1929. Le 12 mars Adolphe Steffen, âgé de 22 ans, avait tué le chef de train Jules Perrin en plein parcours. Steffen étudiait à l'École d'arts et métiers d'Erquelinnes, d'où il fut renvoyé. Il se rend à Paris, erre pendant deux jours en ville et à Versailles, avant de se décider de lancer "un grand coup". Il s'achète un revolver et avec ses derniers sous un ticket pour Épernay, la première halte du train pour



Strasbourg. Le train parti, sachant que des boîtes de finances de la poste se trouvent dans le premier fourgon, il s'y rend. En ouvrant la porte il se trouve face à Perrin et vide le chargeur de six balles sur lui. Sans toucher aux boîtes, il retourne dans son compartiment et jette son arme, les chargeurs restant ainsi que le portefeuille de Perrin, seule chose qu'il a prise, par la fenêtre. Il descend à Épernay au moment où le crime est découvert, attire l'attention par son étrange comportement et il est mis en garde à vue. Il avoue et le lendemain il est désigné coupable. "Seule la vue de son père, un honorable commerçant en vins de Bitché, écrasé par la douleur, lui fit venir les larmes aux

M. le procureur Haye prononce un réquisitoire modéré.

— On doit toujours se placer, quand on juge un homme, dans les circonstances où il a agi, dit-il. Je n'oublie pas qu'il a tué après avoir erré des jours et des nuits sans repos. Son crime n'a été qu'un accident dans sa vie, jusqu'alors droite et sans reproche. J'écarte la peine capitale, mais je vous demande les travaux forcés à perpétuité.

M^e Braibant, défenseur, prenant la parole, s'écrie :

— Toute la charge du crime qui lui est reproché ne repose pas sur les frêles épaules de Steffen.

Une lourde hérédité mentale, son abandon, les souvenirs conservés, la lecture de romans policiers ; autant de circonstances atténuantes pour le défenseur qui, éloquemment, implore l'indulgence du jury.

Steffen se lève et, scandant ses mots :

— Messieurs les jurés, je ne peux que faire appel à votre bienveillance, je regrette mon acte que j'ai déjà chèrement expié en prison. J'en demande pardon à Mme Perrin, veuve de ma malheureuse victime, et je m'en remets à votre bon vouloir.

Après trois quarts d'heure de délibération, Steffen est reconnu par le jury, coupable avec circonstances atténuantes.

Il est condamné aux travaux forcés à perpétuité.

yeux..." Voici d'autres extraits du reportage :

"Steffen porte avec raideur un visage durement façonné: le nez est fort, les maxillaires proéminents; les yeux immenses, aux paupières rougies, fixent sans le voir le jury ... On apprend, que la famille Steffen d'origine allemande, est venue à Bitché après 1870... Le président : Vous aviez un caractère léger et une intelligence ordinaire; vous aimiez surtout le plaisir. Bref, vous étiez un gai compagnon..."

L'expert "aliéniste" conclut à l'entière responsabilité de Steffen. "Contre les conclusions formelles de l'expert, le défenseur Me Braibant lance avec une fougue inlassable les vagues successives de témoins à décharge." Les camarades de collègues "ont vu dans ses yeux des lueurs étranges", sa mère a été internée plusieurs fois et le médecin d'Adolphe parle d'une tentative de suicide récente. Mais ce n'est que "l'effort méritoire tenté par la défense pour établir l'anormalité de Steffen"..."Pourquoi Steffen a-t-il été bousculé par des personnes étrangères à votre service ? demande Me Braibant ? (au policier, témoin du procureur). Pourquoi a-t-il tué répond le président... ?" (Le Matin 7,8,9 novembre 1929)

ral Blanc : M^e Braibant se présentait partie civile au nom du soldat Philoleau. Ce militaire est toujours en traitement à l'hôpital de Versailles. Il est atteint d'une double fracture de la jambe gauche. L'avocat réclamait une provision de cinquante mille francs et la nomination de trois médecins experts. Après lui, M^e Maque, avoué, à Versailles demande une provision de

Toujours en juin 1929 Marcel Braibant s'est présenté partie civile au procès Fortoul pour un des 18 soldats fauchés par l'automobiliste, le soldat Philoleau atteint d'une double fracture de la jambe. Marcel Braibant réclame une provision de 50 000 francs pour son client. (Le Matin, 28 juin 1929)

En mai 1931, "l'étrangleur de Châlons sur Marne" est défendu par Marcel Braibant devant la Cour d'assises. Son client est un mutilé de guerre et un délinquant récidiviste. Malgré son "habileté" notée par le journaliste, l'avocat n'obtient pas grand chose, si ce n'est l'abstention du procureur de la peine capitale. (Le Petit Parisien, 7 mai 1931).



Une fois encore, après le désastre personnel dans lequel se trouve Marcel Braibant en 1935 après la mort de son beaux-fils et sa faillite sur tous les plans, il accepte la défense d'un accusé. Le Petit Ardennais consacre des pages et des pages à l'affaire, et la presse parisienne le couvre également. En novembre 1935 aux Assises des Ardennes à Charleville se décide l'affaire Jules Bausseron instruite par le parquet de Rethel au moi de mai. Le paysan de Thugny-Trugny, village à côté de Rethel, est accusé du meurtre de son frère aîné, de l'avoir étranglé puis enterré dans le jardin et dissimulé les faits pendant deux mois. Sa mère s'accuse

UN COUP DE THEATRE DANS LE CRIME DE THUGNY-TRUGNY

La mère du criminel se rétracte et déclare n'avoir pas participé au meurtre de son fils Prosper Bausseron

elle-même, de l'avoir aidé et d'avoir semé des petit pois sur le tombeau. L'absence de Prosper n'a attiré l'attention des autorités que deux mois plus tard. Jules a avoué avoir tué Prosper en se battant avec lui, parce qu'il laissait périr la ferme et le forçait à chercher du travail ailleurs. Prosper traitait également mal ses

Au cours de la reconstitution qui a suivi, Jules Bausseron, avec le concours d'un homme figurant son frère Prosper a expliqué comment se déroula la scène tragique du drame. A 5 heures, la reconstitution prenait fin et les magistrats enregistraient, avant de regagner Rethel, les nouvelles explications de Jules Bausseron et de sa mère.

parents âgés.

Au mois de mai Me Braibant accepte d'être l'avocat de Jules. André Weil-Curiel est l'avocat de la mère qui, en détention préventive, tombe malade mentalement. Entre temps, le père est hospitalisé. André Weil-Curiel se fait assister par Gabriel Delattre, avocat comme lui à la Cour

Le défenseur doit lui faire de grands signes de satisfaction, et c'est alors seulement que sa figure s'éclaire.

Ce verdict semble avoir répondu à l'impression générale, car des applaudissements l'ont salué malgré les efforts du président pour rétablir la majesté du lieu.

Et maintenant, dans cette ferme où la tristesse et la peur avaient longtemps régné, où ne restait plus qu'une vieille femme hébétée et oisive, pensant à un fils mort, à l'autre en prison et au père hospitalisé à Rethel depuis le jour de mai dernier où le deuil et la justice dispersèrent tout, dans cette ferme, dont furent éloignées les bêtes, vaches et cheval aux sabots exagérément poussés dans l'inaction, et le fumier où volontairement les laissait Prosper, le maître au-dessus des autres, dans cette ferme un nouveau maître revient. Celui-là, il nous l'a semblé à son attitude durant ces débats douloureux, malgré le souvenir tragique qui hantera ces lieux, y rétablira la paix et le travail.

Raoul WERNER.

d'appel de Paris, mais originaire de Sedan et personnalité connue dans la région, entre autres comme dirigeant de la LDH. Début octobre, ils obtiennent un non-lieu pour Mme Bausseron, qui s'était faussement accusée en pensant aider son fils. Celui-ci voit son cas aggravé par l'autopsie qui, selon la presse, a révélé que Prosper n'était qu'à demi-étranglé "*Les cailloux trouvés dans le larynx de la victime en font foi*". Pourtant le légiste de Rethel, M. Drapier, exprime clairement ses doutes devant la Cour d'assise, plusieurs témoins parlent en faveur de Jules et soulignent le mauvais caractère de Prosper. Me Braibant plaide la légitime défense de son client et le jury lui donne raison. Jules Bausseron quitte la salle en homme libre.

"Après réquisitoire et plaidoirie, le jury estimant n'avoir pas de preuves assez convaincantes que l'accusé avait voulu la mort de son frère, a rendu un verdict d'acquittement." (Le Matin, 21 novembre 1935)

Raoul Werner, journaliste au *Petit Ardennais* écrit du paysan libéré : "*Celui-là, il nous l'a semblé à son attitude durant ces débats douloureux, malgré le souvenir tragique qui hantera ces lieux, y rétablira la paix et le travail.* » (Lire ci-contre)

Marcel Braibant, juriste et docteur en sciences politiques est entré dans la magistrature en décembre 1912. Il a été juge à Reims, officier greffier pendant la guerre, substitut du procureur à Strasbourg en 1919, quand il quitte la magistrature pour s'établir comme avocat à Reims. Ses ambitions politiques ne se sont réalisées qu'en partie, sa situation financière, d'abord « indépendante », ne l'est plus après la faillite du maire et propriétaire paysan (de « manchettes » ironise son frère) en 1934/35. Il s'était fait une réputation en plaçant des affaires pénales. Il semble avoir abandonné cette filière, il garde son cabinet à Reims, il reste au barreau, reste membre du conseil de l'ordre. Léonie et lui ne vivent plus ensemble, Marcel commence à se faire un nom comme publiciste-vulgarisateur, spécialisé en matières d'agriculture et de politique agricole. Nous le suivons plus bas dans cette nouvelle activité. Mais revenons d'abord à un événement en été 1931, où il a joué un rôle « derrière la scène » les acteurs principaux étant des « jeunes », dont son beau-fils André et le futur « Ambassadeur » d'Hitler, Otto Abetz.